

De Marrakech à Charm El-Cheikh

L'Afrique au centre de l'agenda climatique

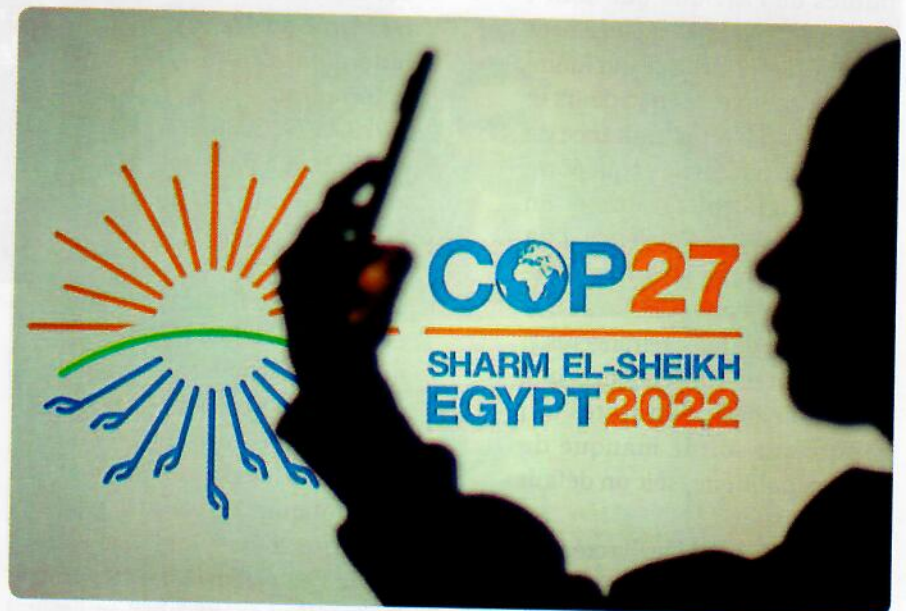
Pour la première fois depuis 2016 à Marrakech, la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP27) se tiendra sur le continent africain à Charm el-Cheikh en Egypte, du 6 au 18 novembre. Compte tenu du contexte de crises interdépendantes qui se cumulent et s'alimentent, la COP27 représente une opportunité pour recentrer l'attention sur les priorités de l'Afrique.

PAR HAFSA EL BEKRI¹ ET AMINA ALAMI²

Après deux années (2020-2021) de vagues répétées de COVID-19, ayant plongé des dizaines de millions d'africains dans la précarité, le conflit russo-ukrainien a introduit un nouveau paramètre de vulnérabilité et réduit considérablement l'accessibilité alimentaire et les revenus réels à travers le continent. En plus de ces deux crises conjoncturelles, le changement climatique menace sévèrement la stabilité socio-économique de l'Afrique. Une étude récente de la Banque africaine de développement intitulée « Impacts du changement climatique sur la croissance économique de l'Afrique » estime que le changement climatique pourrait anéantir 15 % du PIB de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest d'ici 2050, plongeant plusieurs centaines de millions de personnes dans l'extrême pauvreté. L'Afrique se trouve ainsi face à un poly-défi sanitaire, alimentaire, climatique et financier.

Dans ce contexte de crises interdépendantes qui se cumulent et s'alimentent, la COP27 représente une opportunité pour recentrer l'attention sur les priorités de l'Afrique.

Au-delà de la symbolique de sa tenue dans un pays africain (à Charm El-Cheikh en Egypte), le plaidoyer de



l'Afrique constituera un élément fondateur des débats de cette grand-messe climatique.

Rappelons, qu'il ne s'agit pas de la première COP africaine. La COP22, qui s'est déroulée en 2016 au Maroc dans le cadre de l'opérationnalisation de l'Accord de Paris, avait connu, sous l'impulsion de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le lancement de nombreuses initiatives opérationnelles visant à renforcer un Agenda Africain du Climat (notamment à travers l'initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine – initiative AAA).

Mais il est vrai qu'en 5 ans, le monde a beaucoup évolué. Le nouveau récit de l'action climatique en Afrique et pour l'Afrique sur lequel travaillent beaucoup le RIEMAS (Research Institute for European, Mediterranean and African Studies de l'Université Euromed de Fès) ainsi que la société marocaine de conseil stratégique et d'intelligence économique Positive Agenda Advisory, devrait mettre au premier plan notamment les questions de financement climatique pour prendre des mesures ambitieuses d'adaptation, d'atténuation et de transition énergétique juste.

La communauté internationale est appelée à honorer ses promesses et à faire face à ses contradictions

Comme exprimé par le Président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD) Akinwumi Adesina aux Nations Unies, «l'Afrique souffre de ce qu'elle n'a pas causé».

En effet, bien que l'Afrique ne soit responsable que de moins de 4 % des émissions mondiales de GES, le rapport du Groupe de travail II du GIEC montre que le continent est considéré comme le plus vulnérable aux impacts du changement climatique.

L'Afrique est confrontée à des répercussions considérables, notamment sur ses économies, ses investissements dans les infrastructures, ses systèmes hydriques et alimentaires, sa santé publique, son agriculture et ses moyens de subsistance.

Au Maroc, la problématique de gestion de l'eau n'a jamais été aussi pressante qu'elle ne l'est à l'heure actuelle. Dans son discours, prononcé au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1ère session de la 2ème année législative de la 11ème législature, SM le Roi Mohammed VI a souligné que «l'état actuel des ressources hydriques nous interpelle tous, gouvernement, institutions et citoyens. Il exige de nous, un devoir de vérité et de responsabilité, dans notre action pour remédier aux faiblesses et aux carences qu'elle révèle».

La situation de stress hydrique structurel est alarmante et appelle une réponse collective, responsable et diligente.

L'économie du continent est fondée sur des secteurs dépendants du climat tels que l'agriculture pluviale. Ces activités sont menacées par le stress hydrique, la désertification, les conditions météorologiques extrêmes et la dégradation



«les pays développés ont promis 100 milliards de dollars par an pour soutenir le financement climatique des pays en développement. Ce que nous obtenons jusqu'à présent, c'est beaucoup de discussions et aucun financement».

Akinwumi Adesina, Président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD)

de l'environnement. Alors que le continent est fortement exposé aux effets du changement climatique, ses besoins de financement restent largement insatisfaits.

En effet, la question de financement et des compensations (loss and damage) allouées par les pays du Nord à ceux du Sud pour s'adapter au réchauffement et corriger les dommages subis, cristallise les débats et accentue les tensions entre le Nord et le Sud.

A l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le Président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a souligné : «les pays développés ont promis 100 milliards de dollars par an pour soutenir le financement climatique des pays en développement. Ce que nous obtenons jusqu'à présent, c'est beaucoup de discussions et aucun financement». Il devient

donc urgent de mettre les fonds à disposition afin de permettre à l'Afrique de faire face à l'impact du changement climatique. «C'est la COP de l'Afrique, alors réglons les problèmes de l'Afrique en mettant l'argent sur la table».

En plus du besoin en flux financiers, la capacité institutionnelle et administrative sont des facteurs majeurs pour déterminer l'accès d'un pays au financement. Toutefois, de nombreux PMA se trouvent sous-équipés. Par conséquent, le renforcement des capacités et la simplification des procédures administratives doivent être renforcés dans l'architecture émergente du financement climatique.

La transition juste sera indéniablement la signature de la COP27

Il est clair que le concept de «transition juste» sera le slogan de la COP27. Comme exprimé par le Président égyptien, Abdel Fattah El-Sissi «L'Égypte ne ménagera aucun effort pour faire en sorte que la COP27 devienne le moment où nous nous engageons collectivement sur la voie de la durabilité, d'une transition juste et d'un avenir plus vert pour les générations futures».

Si les acteurs de la diplomatie climatique s'accordent pour dire que l'Agenda ...

Climat Mondial ne peut pas couvrir uniquement les dimensions environnementales et que les questions de développement économique, de disparités territoriales et sociales s'imposent comme une priorité évidente et naturelle. Cette notion de 'transition juste' occupe le débat en Afrique.

Plusieurs experts africains appellent à l'élaboration d'un contre-récit africain de la transition juste. En effet, il existe un sentiment d'injustice du côté africain vis-à-vis des pays industrialisés qui, après avoir été responsables de la grande majorité des émissions de GES, demandent aux pays africains de limiter eux-mêmes leurs capacités de développement dans l'intérêt de se conformer aux questions environnementales. La taxe carbone est perçue comme une barrière protectionniste entravant l'accès des pays africains aux marchés mondiaux et donc une menace pour le développement. De même, la transition énergétique appelant la réduction des énergies fossiles ne fait pas l'unanimité en Afrique. L'accès universel à l'électricité et à une énergie abordable et durable demeure une priorité de développement dans le continent. Rappelons qu'à ce jour, encore, 600 millions d'Africains, représentant plus de 50% de la population du Continent, vivent sans électricité.

Ainsi, le concept de «transition juste», promu dans le cadre de la COP27, nécessite une approche plus équilibrée, qui prendrait en considération les dimensions socio-économiques et la souveraineté énergétique et alimentaire.

La mobilisation internationale concernant la question climatique se fait sur le référent des biens publics mondiaux supposant un intérêt commun et appelant une implication collective. Or, l'approche de compensation des pays en développement par les pays les plus riches (promesses de finan-

cement pour prendre des mesures d'adaptation ambitieuses) et la question de responsabilité fondée sur le principe de « who's to blame ? » dans la gouvernance climatique, renvoie aux approches considérant que certaines priorités, notamment climatiques, ne reflètent que les préférences collectives des pays du Nord.

A cet effet, une approche concertée, fondée sur la base d'un agenda commun contribuerait à mieux impliquer l'Afrique dans l'appropriation du récit climatique. Le partenariat vert, récemment signé entre l'Union Européenne et le Maroc, est un exemple d'engagement commun et de collaboration poussée pour la réalisation

Si de nombreux observateurs considèrent la COP27 comme étant la «COP de l'Afrique», les parties prenantes du continent tiennent à ce qu'elle soit «la COP de la mise en œuvre» - une réunion qui dépassera les aspirations nobles et les promesses ambitieuses pour traduire les résultats des sommets précédents en une action climatique globale.

d'une « transition juste ». Cette initiative, particulièrement prometteuse, pourrait représenter un modèle intéressant à diffuser à l'occasion de la COP27 et à opérationnaliser dans d'autres pays du continent.

L'appropriation du récit climatique en Afrique nécessite l'adoption d'une approche « science-based »

Outre la nécessité d'opter pour une approche collaborative, la production scientifique par et pour l'Afrique constitue un élément central pour l'appropriation du récit climatique. À cet égard, la constitution d'un corpus africain d'études relatives aux impacts du changement climatique sur la croissance économique et le développement humain peut servir de base de démonstra-

tion des bénéfiques d'une transition énergétique juste pour le continent. Le Maroc pourrait, à ce titre, jouer un rôle clé et prendre l'initiative de lancer, à l'échelle africaine, un groupe similaire au MedECC (Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change).

Si de nombreux observateurs considèrent la COP27 comme étant la « COP de l'Afrique », les parties prenantes du continent tiennent à ce qu'elle soit «la COP de la mise en œuvre» - une réunion qui dépassera les aspirations nobles et les promesses ambitieuses pour traduire les résultats des sommets précédents en une action climatique globale. ■

(1) Longtemps engagée en faveur de l'inclusion de la lutte contre le changement climatique au sein des stratégies de développement sectorielles et de l'importance du continent africain dans le développement de chaînes de valeurs globales plus résilientes, Hafsa El Bekri, Enseignante-chercheuse à l'Université Euroméditerranéenne de Fès et Chercheuse associée au RIEMAS (Research Institute for Euromediterranean Studies), a participé à de nombreux sommets internationaux afin de diffuser les résultats de ses recherches et productions scientifiques. Hafsa El Bekri représentera l'UEMF et le RIEMAS à la COP27 afin de faire valoir la voix des chercheurs et experts africains et leur rôle incontournable pour l'action climatique.

(2) Positive Agenda Advisory est engagé en faveur de l'opérationnalisation d'une action climatique globale fondamentalement ancrée dans les priorités du continent africain. Amina Alami, Directrice des Opérations et des Projets, Positive Agenda Advisory, représentera Positive Agenda Advisory lors de la COP27 dans l'objectif de renforcer les efforts déjà entamés et de plaider en faveur de la mise en œuvre des engagements des sommets précédents.